

ENQUÊTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE :

Secteurs des Services marchands non financiers et du Commerce de gros

Deuxième trimestre 2016

Appréciations des chefs d'entreprises pour le deuxième trimestre 2016

1.1. Secteur des Services marchands non financiers

Les résultats de l'enquête de conjoncture révèlent que le secteur des services marchands non financiers aurait, selon plus de la moitié des patrons, enregistré une hausse et, selon 16%, plutôt, une baisse.

L'amélioration aurait résulté de la hausse d'activité affichée au niveau des branches de «Télécommunications», de l'«Entreposage et services auxiliaires des transports» et des «Transports aériens», alors que la baisse aurait été principalement enregistrée au niveau de l'«Hébergement» et de la «Restauration».

Les carnets de commandes du secteur ont été jugés, selon 71% des patrons, d'un niveau normal et selon 13% inférieur à la normale. En matière d'emploi, la majorité des chefs d'entreprises ont déclaré une stagnation des effectifs. Dans ces conditions, le taux d'utilisation de la capacité des prestations (TUC) se serait établi à 84% contre 81% le trimestre précédent.

1.2. Secteur du Commerce de gros

Dans le secteur du Commerce de gros, les ventes sur le marché local, auraient, selon 14% des patrons, connu une hausse et, selon 56%, subi une baisse. La réduction d'activité serait principalement attribuable à un ralentissement des ventes dans les «Autres commerces de gros spécialisés» et dans le «Commerce de gros d'autres équipements industriels».

L'emploi aurait, selon 76% des grossistes, subi une stagnation et, selon 19%, un accroissement.

Les stocks se seraient, selon 61% des grossistes, situés à un niveau normal et selon 8% seulement d'entre eux, supérieurs à la normale.

La tendance observée des prix de vente dans le secteur aurait, selon 75% des chefs d'entreprises, enregistré une stabilité affichée au niveau du «Commerce de gros d'autres équipements industriels», du «Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants» et du «Commerce de gros non spécialisé».

Anticipations des chefs d'entreprises pour le troisième trimestre 2016

2.1. Secteur des Services marchands non financiers

Pour le troisième trimestre 2016, les chefs d'entreprises opérant dans le secteur des services marchands non financiers anticipent, selon 41% d'entre eux, une hausse globale d'activité et, selon 10%, plutôt, une baisse. Cette hausse serait expliquée, principalement, par l'amélioration d'activité que connaîtraient les branches de l'«Entreposage et services auxiliaires des transports» et de «Transports aériens».

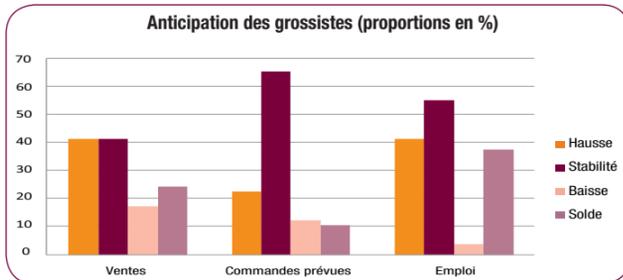
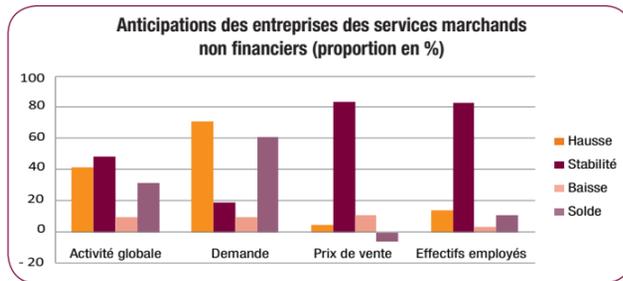
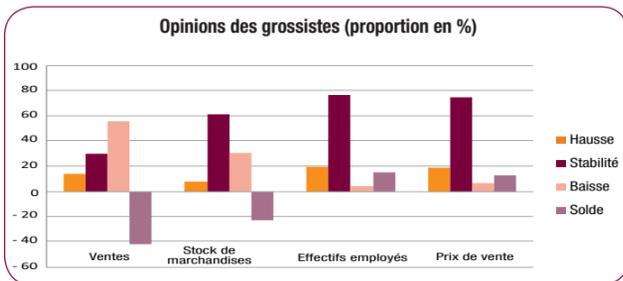
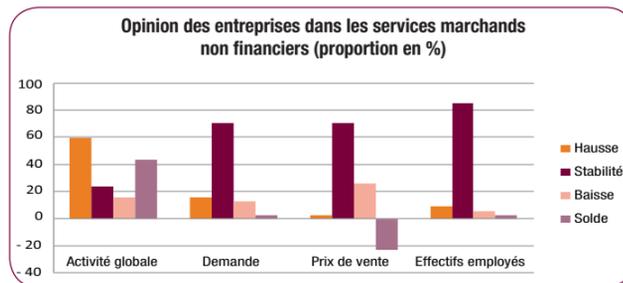
Plus des deux tiers des patrons anticipent une augmentation de la demande pour le troisième trimestre 2016 et presque la majorité des chefs d'entreprises prévoient, pour le 3^{ème} trimestre 2016, une stabilité des effectifs employés.

2.2. Secteur du Commerce de gros

Les anticipations des grossistes pour le troisième trimestre 2016 révèlent, selon 41% d'entre eux, une hausse du volume global des ventes et, selon 17%, plutôt, une baisse. L'amélioration concernerait, principalement, les activités des «Autres commerces de gros spécialisés», et du «Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons».

Par ailleurs, 41% des chefs d'entreprises prévoient une augmentation des effectifs employés contre 4% qui s'attendent, plutôt, à une baisse.

Les commandes à passer pour le troisième trimestre 2016 seraient, selon les deux tiers des chefs d'entreprises, d'un niveau normal et selon 23% supérieur à la normale.



Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@hcp.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقية

Sommaire

- Prix.....1
- Indicateurs économiques et financiers.....2
- Comptes nationaux trimestriels.....3
- Enquête trimestrielle de conjoncture secteurs des services marchands non financiers et du commerce de gros.....4

Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

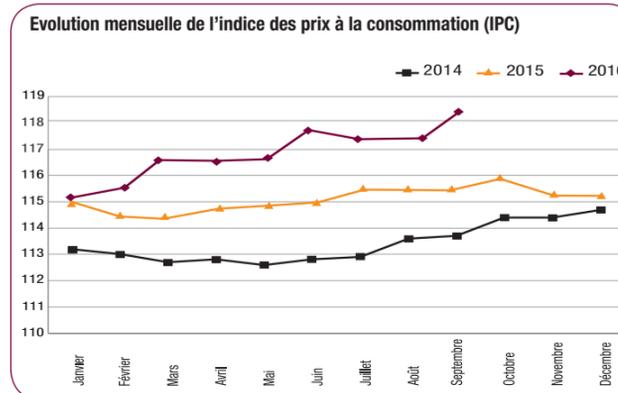
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de septembre 2016, une hausse de 0,7% par rapport au mois précédent. Cette augmentation est le résultat de la hausse de 1,1% de l'indice des produits alimentaires et de 0,4% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,3% au cours du mois de septembre 2016. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des neuf premiers mois de 2016, par rapport à celui de la même période de 2015, s'établit à +1,6%.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2016	SEPT. 2016	VAR. %	2015	2016	VAR. %
Produits alimentaires	127,5	128,9	1,1	122,9	126,3	2,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	127,8	129,3	1,2	123,0	126,5	2,8
Boissons alcoolisées et tabac	122,7	122,7	0,0	120,2	122,7	2,1
Produits non alimentaires	110,3	110,7	0,4	109,4	110,1	0,6
Articles d'habillement et chaussures	113,9	114,0	0,1	112,7	113,9	1,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	114,0	114,0	0,0	112,7	113,9	1,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,2	109,3	0,1	108,5	109,1	0,6
Santé	104,5	104,5	0,0	104,2	104,4	0,2
Transport	108,8	109,4	0,6	109,4	108,5	-0,8
Communication	59,5	59,5	0,0	59,5	59,5	0,0
Loisirs et culture	98,6	98,6	0,0	96,6	98,0	1,4
Enseignement	141,4	145,1	2,6	138,8	141,8	2,2
Restaurants et hôtels	126,3	126,5	0,2	122,2	125,2	2,5
Biens et services divers	114,4	114,4	0,0	114,1	114,3	0,2
Indice général	117,4	118,2	0,7	115,0	116,8	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2016	SEPT. 2016	VAR. %	2015	2016	VAR. %
Agadir	116,1	117,5	1,2	113,0	115,2	1,9
Casablanca	119,9	120,8	0,8	117,7	119,3	1,4
Fès	117,5	118,6	0,9	115,2	116,8	1,4
Kénitra	116,8	117,3	0,4	114,6	115,9	1,1
Marrakech	117,0	117,8	0,7	114,8	116,7	1,7
Oujda	115,7	116,1	0,3	114,1	115,2	1,0
Rabat	114,9	115,8	0,8	112,9	114,9	1,8
Tétouan	117,2	117,5	0,3	114,3	116,0	1,5
Meknès	120,4	121,4	0,8	117,5	120,0	2,1
Tanger	119,4	120,3	0,8	116,8	119,0	1,9
Laâyoune	116,9	119,1	1,9	114,9	116,3	1,2
Dakhla	117,9	118,8	0,8	115,1	117,2	1,8
Guélmim	117,7	117,2	-0,4	114,3	115,8	1,3
Settat	116,1	117,0	0,8	113,5	115,6	1,9
Safi	112,1	112,6	0,4	110,4	111,5	1,0
Béni-Mellal	116,6	117,6	0,9	113,1	115,4	2,0
Al-Hoceima	119,6	118,9	-0,6	115,3	118,1	2,4
Ensemble	117,4	118,2	0,7	115,0	116,8	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de septembre de l'année 2016, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Laâyoune avec 1,9%, à Agadir avec 1,2%, à Fès et Beni-Mellal avec 0,9% et à Casablanca, Rabat, Meknès, Tanger, Dakhla et Settat avec 0,8%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Al-Hoceima avec 0,6% et à Guélmim avec 0,4%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des neuf premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015 les hausses les plus importantes à Al-Hoceima avec 2,4%, à Meknès avec 2,1%, à Beni-Mellal avec 2,0%, à Agadir, Tanger et Settat avec 1,9%, à Rabat et Dakhla avec 1,8% et à Marrakech avec 1,7% ; et les moins importantes à Oujda et Safi avec 1,0%, et à Kénitra avec 1,1%.

Evolution des variations interannuelles de 2014 à 2016

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	SEPTEMBRE/SEPTEMBRE (1)	LES NEUF PREMIERS MOIS (2)
2014	0,1	0,2
2015	1,6	1,8
2016	2,3	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des neuf premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2014	2015*	VAR.%
Elevage			
Viandes destinées à la consommation (en tonne)	1 093 000	1 190 000	8,9
Viande rouge	509 000	530 000	4,1
Bovins	270 000	281 000	4,1
Ovins	125 000	130 000	4,0
Caprins	28 000	29 000	3,6
Autres variétés	27 000	28 000	3,7
Abats	59 000	62 000	5,1
Viande blanche	584 000	660 000	13,0
Secteur moderne	534 000	610 000	14,2
Secteur traditionnel	50 000	50 000	-

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	Situation de janvier à août		
	2015	2016*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	19 868	20 169	1,5
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	9 479	9 676	2,1

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

	Situation de janvier à août		
(En millions de dirhams)	2015*	2016*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	216 396	224 110	3,6
Biens	120 220	122 267	1,7
Services	96 176	101 843	5,9
dont : voyages	42 051	44 209	5,1
Importations	269 268	290 530	7,9
Biens	219 238	235 519	7,4
Services	50 030	55 011	10,0
Solde commercial	-52 872	-66 420	
Taux de couverture (en %)	80,4	77,1	
Recettes M.R.E.	40 715	42 944	5,5

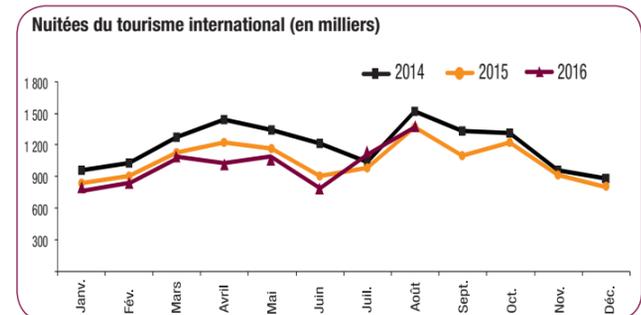
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à août		
	2015	2016	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	12 621	12 835	1,7
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	8 504	8 274	-2,7

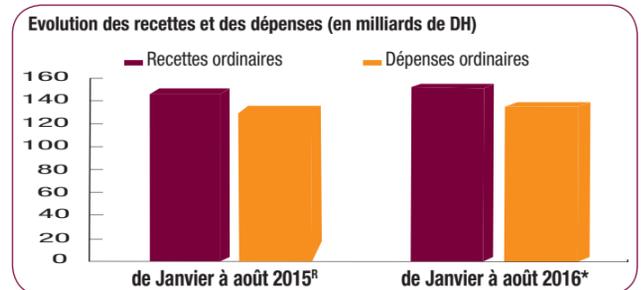
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

	Situation de janvier à août		
(En millions de dirhams)	2015 ^R	2016*	VAR.%
Recettes ordinaires	147 981	156 553	5,8
Dépenses ordinaires	133 741	137 688	3,0
Dettes publiques	20 513	21 658	5,6
Investissement	34 561	39 952	15,6
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-10 404	-9 398	
Déficit / Excédent global	-30 726	-30 485	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

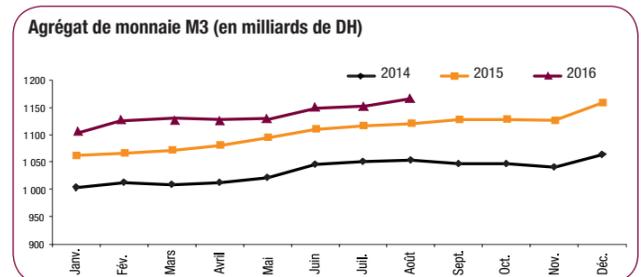


Monnaie

	Situation de Janvier à août		
(En millions de dirhams)	2015 ^R	2016*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 117 014	1 178 563	5,5
Agrégats de placements liquides	515 708	569 639	10,5
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 117 014	1 178 563	5,5
Créances sur l'économie	882 449	932 210	5,6
Créances nettes sur l'administration centrale	154 160	147 901	-4,1
Réserves Internationales Nettes	210 378	248 753	18,2
Ressources à caractère non monétaire	168 090	178 353	6,1
Autres contreparties de M3	38 117	28 053	-26,4

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois d'août		
	2015 ^R	2016*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	1 048,87	1 296,27	23,6
Capitalisation boursière (en millions de DH)	458 429	507 495	10,7
Indice MASI	9 114,29	10 039,14	10,1
Indice MADEX	7 445,70	8 214,61	10,3
O.P.C.V.M.	02 SEPT 2016	30 SEPT 2016	VAR.%
Nombre	419	419	-
Actifs nets (en millions de DH)	357 405	352 774	-1,3

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Deuxième trimestre 2016

L'arrêté des comptes nationaux du deuxième trimestre 2016 fait ressortir une forte baisse du rythme de croissance de l'économie nationale, se situant à 0,5% au lieu de 4,2% durant la même période de l'année 2015. Cette évolution est le résultat d'une baisse de l'activité agricole et d'un accroissement modéré des activités non agricoles.

Après la forte croissance de 14% durant le deuxième trimestre de l'année 2015, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, corrigée des variations saisonnières, a enregistré une baisse de 10,2% durant la même période en 2016. Cette évolution s'explique par la baisse aussi bien de l'activité de l'agriculture de 10,9% au lieu d'une hausse de 14,7% une année auparavant et que de celle de la pêche de 2% au lieu d'une hausse de 6,7%.

La valeur ajoutée du secteur secondaire, de son côté, a réalisé un ralentissement de son rythme de croissance passant de 2,2% le même trimestre de l'année précédente à 1,1%. Ceci résulte de l'accroissement des valeurs ajoutées :

- des industries de transformation de 1,9% au lieu de 4% ;
 - du bâtiment et travaux publics de 0,9% au lieu d'une baisse 0,1% ; et de la baisse de celles :
 - de l'industrie d'extraction de 1,2% au lieu d'une baisse de 6,2% ;
 - de l'électricité et eau de 1,8% au lieu d'une hausse de 4,8%.
- La valeur ajoutée du secteur tertiaire, en revanche, a affiché une croissance de 1,7% au lieu de 0,8% le même trimestre de l'année 2015. A l'exception des hôtels et restaurants qui ont enregistré une baisse de leur valeur ajoutée de 2%, toutes les composantes de ce secteur ont dégagé des croissances positives :
- les postes et télécommunications à 4% au lieu de 3,2% ;
 - le commerce à 3,1% au lieu de 0,9% ;
 - les services rendus aux ménages et aux entreprises à 2,3% au lieu de 2,8% ;
 - les services rendus par l'Administration Publique générale et sécurité sociale à 1,7% au lieu de 0,6% ;
 - les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale à 0,7% au lieu de 0,5% ;
 - le transport à 0,3% au lieu de 1,9%.

Aux prix courants, l'accroissement du PIB s'est situé à 2,1% au lieu de 6,2%, une année auparavant. De ce fait, la hausse du niveau général des prix a été de 1,6% au lieu de 2%.

La demande intérieure s'est accrue de 2,5% au deuxième trimestre 2016 au lieu de 1,5% la même période de l'année 2015, avec une contribution à la croissance de 2,7 points au lieu de 1,7 point. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 2,2% au lieu de 1,8%, contribuant pour 1,3 point à la croissance au lieu de 1,1 point. La consommation finale des Administrations Publiques, de son côté, a enregistré une hausse de 0,8% au lieu de 2,3%, avec une contribution à la croissance de 0,2 point au lieu de 0,5 point. L'investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 3,9% au lieu de 0,4% la même période de l'année passée, avec une contribution à la croissance de 1,2 point au lieu de 0,1 point.

Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 2,2 points au lieu d'une contribution positive de 2,5 points le même trimestre de l'année précédente. Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 4,6% durant le deuxième trimestre 2016 au lieu de 5,1% une année passée, alors que les importations ont connu un net accroissement de 8,7% au lieu d'une baisse de 1,5%.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 2007

en millions de dhs	2 ^{ème} trim. 2015	2 ^{ème} trim. 2016	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	128 108	130 926	2,2
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	40 743	41 069	0,8
Dépenses de consommation finale des ISBL	1 187	1 274	7,3
Formation brute de capital	72 480	75 339	3,9
Exportations de biens et services	72 567	75 891	4,6
Importations de biens et services	91 256	99 199	8,7

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaîné base 2007 par branche d'activité

Secteur/Branche	2 ^{ème} trimestre 2015	2 ^{ème} trimestre 2016	Glissement annuel en %
Secteur agricole	31 019	27 639	-10,9
Secteur non agricole	165 676	168 027	1,4
Pêche	2 483	2 434	-2,0
Industrie d'extraction	2 989	2 952	-1,2
Industries de transformation	32 249	32 848	1,9
Electricité et eau	4 603	4 520	-1,8
Bâtiment et travaux publics	11 553	11 653	0,9
Commerce	18 245	18 811	3,1
Hôtels et restaurants	4 113	4 031	-2,0
Transports	8 256	8 278	0,3
Postes et télécommunications	10 914	11 350	4,0
Activités financières et assurances	11 028	11 116	0,8
Services rendus aux entreprises et services personnels	25 633	26 211	2,3
Administration publique générale et sécurité sociale	18 934	19 264	1,7
Education, santé et action sociale	18 138	18 273	0,7
Impôts sur les produits nets des subventions	28 835	30 735	6,6
Produit intérieur brut en volume	224 309	225 512	0,5
PIB hors agriculture	193 126	197 136	2,1
Produit intérieur brut en valeur	245 889	251 144	2,1

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

